



digital.union@sonapresse.com

L'actu du web

Par I.M'B.

VACCINS ANTI-COVID-19 : BILL GATES DOIT ÊTRE JUGÉ !

Photo: DR

C'est viral sur le réseau social Vkontakte. Des millions de personnes exigent que Bill Gates soit arrêté pour "Crimes contre l'humanité" après la révélation des profits qu'il a tirés du Covid-19. Un article viral de Réseau International sur les réseaux sociaux révélant l'extraordinaire somme d'argent que Bill Gates a accumulé grâce à la pandémie de Covid-19 a été vu des millions de fois en seulement deux jours alors que les gens du monde continuent de se réveiller des crimes de l'élite mondialiste.

"LA FRANCE EST UN PAYS COLONISÉ"

Photo: DR

François Asselineau, président du parti politique UPR en France, ne cesse d'assener des coups aux autorités de son pays. Dans un extrait de son passage à la chaîne TVL, disponible en ligne, il bombarde : "La France est un pays colonisé : nous ne sommes pas dirigés par quelqu'un choisi par les Français, nous sommes dirigés par quelqu'un choisi par une oligarchie et par l'État profond américain..."

RÉSEAUX SOCIAUX : COMMENT SOROS MANIPULE LE MONDE

Photo: DR

Le donateur démocrate milliardaire George Soros finance une armée de TikTokers de Gen-Z for change pour pousser ses causes d'extrême gauche, féliciter le président Joe Biden et dénigrer les conservateurs, c'est ce que montre une revue des documents publics et des médias sociaux obtenue par The New York Post. L'Open Society Foundation de Soros a déboursé \$ 5,5 millions à l'association à but non lucratif Accelerate Action Inc. en 2020 et 2021 qui, à son tour, a donné au moins \$ 300 000 en 2022 à une autre organisation à but non lucratif, Gen Z for Change, lequel dispose d'un réseau de 500 activistes, organisateurs et créateurs, selon les déclarations de revenus.

LE BUZZ DE LA SEMAINE**Quand Oligui Nguema et Ping se rencontrent pour parler du Gabon**Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

QUELQUES photos montrant Jean Ping et le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, tout sourire et échangeant une chaude poignée de main, ont suffi pour rassurer la blogosphère gabonaise sur les mesures qui sont prises afin de réorganiser le pays. "Monsieur Jean Ping a salué le processus de Transition du Gabon entamé et saisi cette rencontre pour exprimer sa disponibilité", a écrit le président de la Transition sur sa page Facebook.

Pour Reflets Gabon, c'est un bon point. D'autant plus que l'ancien candidat à la présidentielle a souhaité mettre son expérience au service du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). "Alors qu'il était très silencieux depuis le début de la Transition, l'ancien opposant Jean Ping a finalement été reçu par le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, ce jeudi 22 septembre. L'homme politique a tenu à féliciter l'œuvre salvatrice des militaires et s'est dit prêt à intégrer les organes de la Transition, avec les membres de la Coalition pour la



Photo: DR

L'opposant Jean Ping et le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema échangeant une poignée de main.

Nouvelle République (CNR)". Cette rencontre, de toute évidence, était attendue par

les Gabonais. Dans l'ensemble, beaucoup voulaient voir d'autres signes confortant l'avènement

d'une nouvelle ère. "Après sept ans, je n'avais plus vu le sourire de Jean Ping. Le Gabon est en train de rebâtir l'unité nationale", affirme Thierry DM. "Il était temps", s'est félicité Yann. Darryl B. estime que le rapprochement entre les deux hommes n'a rien de surprenant. "Il (Ping, ndlr) fait partie à jamais de l'histoire des combattants de ce pays (et mérite) un peu de respect". "Au moins ils se parlent, c'est ce qui est le plus important", souligne Kokou, un internaute togolais.

Mais sont-ce les seuls points qui transparaissent dans cet échange entre les deux hommes ? Non, répond Anne-Marie Dworaczek-Bendome. "Cependant, le peuple attend avec impatience qu'il (le président de la Transition, ndlr) prenne également en compte les proches de toutes les personnes qui ont été malheureusement victimes du régime précédent, y compris celles d'avant 2009. Cela englobe les victimes de crimes rituels, les familles des jeunes enfants disparus comme le petit Rinaldi, ainsi que les malheureux abattus lors des manifestations de casseroles, et bien d'autres encore", écrit-elle.

Humeurs**UNION AFRICAINE, OIF, CEEAC : CES ORGANISMES QUI IGNORENT "LES DÉRANGEMENTS CONSTITUTIONNELS"**Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Le Premier ministre de la Transition au Gabon, Raymond Ndong Sima, a rencontré Louise Mushikiwabo, patronne de l'OIF, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. "Nous enverrons bientôt une mission à Libreville pour pouvoir échanger avec les autorités", a annoncé la secrétaire générale de l'OIF. Si l'organisation juge utile de se rendre au Gabon, c'est parce qu'elle dit avoir "l'obligation de contribuer au retour à l'ordre constitutionnel" dans le pays.

"Aussi propose-t-elle son expertise, son accompagnement et son écoute", écrit Gabon Review. Le 30 août dernier, l'OIF avait condamné la destitution du président Ali Bongo Ondimba au Gabon. Myopes et muets avant les élections du 26 août 2023, les internautes ne comprennent pas les organismes tels l'Union africaine, la CEEAC, la Cémac qui subitement mettent en avant l'ordre constitutionnel, alors que les opposants et la société civile gabonaise la prenaient à témoin quand le CGE et les autorités du Gabon interprétaient à leur guise la Constitution ou trituraient le

Code électoral.

Dire que certains ont flairé le coup. Le journal en ligne Sud Télégramme rapporte que "le président rwandais Paul Kagame (...) a mis en lumière le caractère prévisible du coup d'État au Gabon, soulignant que ces crises ne surgissent pas soudainement, mais résultent d'une accumulation de problèmes sur plusieurs années".

Dans DW Global Media Forum, "le coup d'État était prévisible", renchérit l'analyste politique Louis Magloire Keumayou. Les Gabonais, quant à eux, traitent par l'ironie "ces institutions qui ont le



Photo: DR

charme d'un radar qui ignore superbement les feux rouges constitutionnels. Dire que les présidents africains torpillent l'ordre constitutionnel, faussent le jeu démocratique à la veille des élections, truquant la conquête d'un 3e mandat ?". Sentence des internautes : "On s'en fout de ces institutions qui ignorent les dérangements constitutionnels".